

Le logement

gouvernement provincial créditiste tentent de faire disparaître la régie des loyers mais ils ont négligé misérablement de remédier à la grave crise du logement qui sévit en Colombie-Britannique. Leur première initiative a été de se débarrasser de la Société d'habitation de la Colombie-Britannique peu de temps après être arrivés au pouvoir. Cette Société avait été établie par le progressiste gouvernement néo-démocrate entre 1972 et 1975.

M. Jarvis: Que leur est-il arrivé? Ils ont été mis à la porte.

M. Robinson (Burnaby): Qu'ont dit encore les députés conservateurs au sujet des taux d'intérêt? On a eu droit à des commentaires intéressants. Les députés se souviennent sans doute que c'est le gouvernement conservateur et le ministre conservateur des Finances, le député de Saint-Jean-Ouest (M. Crosbie), qui ont confirmé dans ses fonctions, Gérald Bouey, Bouey XIV, comme l'appellait le député de Broadview-Greenwood (M. Rae).

M. Blais: Il l'appellait plutôt Bouey XVI.

M. Robinson (Burnaby): Pardon, Bouey XVI. Il confirma à son poste de gouverneur de la banque du Canada Gérald Bouey. A l'été de 1981, le député de Saint-Jean-Ouest a dit ceci:

Oui, je continuerai à soutenir M. Bouey... Bien sûr que nos taux d'intérêt doivent suivre ceux des États-Unis...

En somme, le ministre conservateur des Finances acceptait que les taux d'intérêt restent élevés.

Cela ne remonte pas très loin. L'actuel critique financier du parti conservateur, le député d'Etobicoke-Centre (M. Wilson) a dit il y a une semaine, qu'il appuyait la conduite du gouvernement vis-à-vis les taux d'intérêt. Il a dit ceci:

L'un après l'autre, les premiers ministres ont proposé de réduire les taux d'intérêt en dépit des effets inflationnistes d'un recul du dollar canadien. Ils étaient convaincus qu'une baisse des taux d'intérêt et la reprise économique compenseraient les effets négatifs d'une poussée d'inflation.

Pour sa part, qu'en pensait le critique financier conservateur? Il a dit ceci: Je ne suis pas d'accord avec les premiers ministres. Il est évident que le parti conservateur n'a pas de solution sérieuse à offrir. Faut-il s'étonner que les conservateurs et les libéraux n'aient pas réussi à résoudre la crise du logement au Canada quand on considère que les deux partis sont largement financés par les grandes banques qui sont les seules entreprises à profiter des maux qui nous assaillent à cause de la crise du logement.

J'ai sous les yeux le montant des dons offerts au parti conservateur et au parti libéral.

M. Clarke: Combien?

M. Robinson (Burnaby): Le député de Vancouver Quadra veut savoir combien.

M. Clarke: \$50,000.

M. Robinson (Burnaby): Oui, chacune des cinq grandes banques ont versé \$50,000; \$50,000 au parti libéral et \$50,000 au parti conservateur, chaque année.

M. Clarke: Des miettes.

M. Robinson (Burnaby): Le député de Vancouver-Quadra voudrait avoir davantage. Cela ne m'étonne pas car il recevra sans doute davantage. Car non seulement les banques financent les libéraux et les conservateurs, mais aussi les grands promoteurs immobiliers.

M. Howie: Et le CTC?

M. Robinson (Burnaby): Parlons des grands promoteurs immobiliers? Jetons un coup d'œil aux chiffres et nous verrons qui ils appuient. La Nu-West Development Corporation a versé \$11,000 au parti conservateur. Deyong Management, \$15,000. Cadillac Fairview Corporation, \$16,000. Genstar Limited, un des grands spéculateurs au Canada, a donné \$30,000 l'an dernier au parti conservateur. Naturellement, chacun de ces spéculateurs et promoteurs ont aussi contribué à la caisse du parti au pouvoir, le parti libéral. Ils ont donné un peu moins. Daon Development n'a versé que \$10,800 au parti libéral. Je suppose qu'ils préfèrent les programmes du parti conservateur et encore une fois ce n'est pas surprenant.

● (1720)

Ce qu'il faut admettre, c'est que le parti libéral comme le parti conservateur sont aujourd'hui foncièrement de mèche avec les promoteurs et spéculateurs fonciers. Il n'est donc pas étonnant que leurs programmes à l'intention des propriétaires de maison, des locataires et des travailleurs soient un total échec dans cette conjoncture de crise. Il n'est pas surprenant non plus qu'ils veuillent libéraliser les loyers. Il faut qu'ils dédommagent leurs copains promoteurs fonciers. Ils s'occupent seulement de leurs petits amis.

M. Howie: Que dire de notre proposition concernant la déduction des intérêts hypothécaires?

M. Robinson (Burnaby): Nous, néo-démocrates avons une optique différente de la politique du logement au Canada. Nous prétendons que tous les Canadiens ont le droit fondamental d'avoir un logement propre, bien chauffé, bon marché au même titre qu'ils ont droit aux services de santé, à un enseignement de bonne qualité, à une bonne nutrition et à un environnement propre et agréable. En fait, nous en sommes tellement persuadés que nous avons proposé un amendement à la charte des droits et libertés visant à reconnaître ces prérogatives comme des droits fondamentaux, car comme Frank Scott l'a dit si éloquemment: «les hardes de la démocratie pendouillent à un corps politique émacié». Nous avons besoin de tous ces droits fondamentaux, qu'il s'agisse de bonnes conditions de logement et des autres prérogatives que j'ai mentionnées.

Nous avons une solution de rechange concrète à proposer en matière de logement. Je suis bien disposé à l'exposer officiellement aujourd'hui. Nous préconisons d'abaisser les taux d'intérêt, et ce rapidement.

M. Kelly: De combien?